

## LA MOBILITATION ANTIMAFIA DE 1992

Charlotte Moge

“Moins la mémoire est vécue collectivement, plus elle a besoin d’hommes particuliers qui se font eux-mêmes des hommes-mémoire”.<sup>1</sup> Si nous faisons nôtre cette analyse de Pierre Nora, le manque de mémoire collective autour de la violence mafieuse révèle un besoin de figures tutélaires : les victimes de la mafia apparaissent comme le support d’une mémoire qui se construit et se consolide après leur mort. La mémoire de l’antimafia est ainsi fondée sur un martyrologe et, dans le cadre de notre recherche de doctorat, nous avons donc choisi de nous concentrer sur quatre victimes : Pio La Torre, Carlo Alberto dalla Chiesa, Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, dont les assassinats constituent l’apogée des deux plus grandes crises de violence mafieuse dirigée contre des représentants de l’État.<sup>2</sup>

Les assassinats de Pio La Torre et de Carlo Alberto dalla Chiesa constituent deux temps forts de la crise de violence mafieuse de 1982. Ces deux meurtres ont déclenché de fortes réactions médiatiques et civiles, tranchant ainsi avec l’inertie des gouvernants qui ont des difficultés à faire face à la violence mafieuse. Si les

---

<sup>1</sup> Pierre Nora, “Histoire et mémoire. La problématique des lieux”, in Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997, vol. 1, p. 34.

<sup>2</sup> Pio La Torre – député communiste, ancien membre de la Commission parlementaire antimafia et secrétaire du PCI sicilien – est abattu avec son chauffeur, Rosario Di Salvo, à Palerme le 30 avril 1982. Son assassinat accélère la nomination du général Carlo Alberto dalla Chiesa – qui avait conduit avec succès la lutte contre le terrorisme – au poste de préfet de Palerme. Ce dernier sera tristement rebaptisé le “préfet des cent jours” après son assassinat, trois mois plus tard, le 3 septembre 1982, avec son épouse Emanuela Setti Carraro et le policier d’escorte Domenico Russo. Après ce triple meurtre, le gouvernement adopte enfin le projet de loi, déposé par Pio La Torre deux ans auparavant, instituant le délit d’association mafieuse dans le code pénal. Grâce à cette loi, les magistrats palermitains, emmenés par Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, peuvent mener une solide instruction qui débouche sur le premier procès de grande ampleur contre la mafia. La condamnation des plus grands chefs mafieux est perçue comme une victoire historique pour l’État italien mais, en 1992, le juge Giovanni Falcone, son épouse Francesca Morvillo et trois policiers d’escorte (Rocco Di Cillo, Vito Schifani, Antonio Montinaro) sont assassinés dans un attentat à la bombe spectaculaire le 23 mai 1992. Moins de deux mois plus tard, son collègue et ami Paolo Borsellino est assassiné, avec cinq policiers d’escorte (Walter Eddie Cosina, Vincenzo Li Muli, Emanuela Loi, Agostino Catalano, Claudio Traina), dans un attentat à la voiture piégée en plein Palerme.

réactions suite à l'assassinat de La Torre et de son chauffeur sont presque toutes confinées à la seule sphère militante, les obsèques de dalla Chiesa et de sa femme sont un moment de forte tension entre une partie de la société et la classe politique, jugée responsable de sa mort. L'action antimafia du préfet, bien que limitée dans le temps, semble avoir donné un nouveau souffle à une partie de la population, qui commence à se mobiliser et à dénoncer publiquement la mafia. On peut donc parler de véritable tournant non seulement car l'État démocratique promeut enfin une loi pour condamner le délit d'association mafieuse, mais surtout car une frange des Palermitains décide de s'engager en s'appropriant les valeurs de légalité et de refus de la violence promues par les victimes avant leur mort. Cependant, l'engagement de l'État comme celui des citoyens fléchit au cours des années 1980. Ainsi, le "Printemps de Palerme" est balayé par la "Saison des venins", qui crée une ambiance délétère qui favorise l'élimination des juges Falcone et Borsellino.

L'année 1992 apparaît comme une année charnière dans l'histoire de l'Italie républicaine car plusieurs événements viennent fragiliser l'État. L'assassinat de Falcone intervient dans un contexte politique tourmenté, où la mafia tente de trouver de nouveaux référents politiques<sup>3</sup> et où les rapports entre une partie de la société et des représentants politiques commencent à se détériorer suite aux révélations de l'opération "*Mani Pulite*". L'explosion de violence mafieuse ne fait qu'envenimer la situation et les représentants des autorités sont pris à parti aux funérailles des victimes du massacre de Capaci. L'assassinat de Borsellino, 57 jours plus tard, est un nouveau choc pour cette partie de la société civile déjà mobilisée après la mort de Falcone. Les tensions constatées aux obsèques de Falcone sont exacerbées et se cristallisent même à l'intérieur des institutions (magistrature et forces de l'ordre). Ainsi, le massacre de via d'Amelio constitue un véritable point de rupture, largement médiatisé, entre une partie de la société, des gouvernants et certains secteurs des forces de l'ordre. C'est dans ce contexte que se met en place une mobilisation antimafia civile inédite qui dépasse largement le seul cadre sicilien. Ainsi, traiter ensemble ces quatre victimes, assassinées à dix ans d'écart, nous a

---

<sup>3</sup> Salvo Lima, référent politique de *Cosa nostra* au sein de la DC depuis les années 1950, est assassiné le 12 mars 1992, quelques semaines après la confirmation en Cassation du verdict du maxi-procès le 30 janvier 1992.

permis de mesurer combien il s'agit de deux étapes d'un même processus qui, en 1982, a favorisé l'émergence d'une conscience antimafia civile et, en 1992, a porté à la consolidation du mouvement antimafia civil tel que nous le connaissons aujourd'hui. Selon Jacques Le Goff, le "traumatisme collectif" est une notion qui "doit prendre place parmi les formes principales de discontinuité historique"<sup>4</sup> car les grands événements ont en général un effet traumatique sur les peuples et provoquent des interruptions dans l'histoire d'un pays. On pourrait être tenté d'appliquer ce concept de "discontinuité historique" à la situation italienne parce que les massacres de 1992 marquent un tournant fondamental dans les rapports entre une partie de la magistrature, de la politique et de la société. Il importe donc de voir dans quelle mesure l'essor du mouvement antimafia civil en 1992 peut être considéré comme une "discontinuité historique" qui fait suite au "traumatisme collectif" provoqué par les assassinats des quatre figures.

Tout d'abord, l'année 1992 est un moment clé qui marque le bouleversement des équilibres internationaux et la fin du système des partis tel qu'il a caractérisé la République italienne depuis sa création. Puis, les massacres de Capaci et via d'Amelio constituent également deux temps forts car ils modifient sensiblement le rapport entre une partie de la société et les représentants politiques. Ainsi, la mobilisation civile qui s'en suit contre la mafia semble naître de cette rupture entre une frange de la société et les gouvernants, qu'il convient par conséquent d'analyser. Nous verrons donc quelles formes prend cette mobilisation antimafia et comment les figures de Falcone et Borsellino sont proposées comme de nouveaux référents moraux.

---

<sup>4</sup> Jacques Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988, pp. 247-248.

## 1. Un moment charnière dans l'histoire de l'Italie républicaine

### 1.1 L'effondrement du système politique

Comme l'ont souligné de nombreux historiens, la guerre froide et le jeu des alliances qui caractérisaient le monde bipolaire ont fortement conditionné le système politique italien mis en place après la Seconde Guerre mondiale. En effet, pendant près de quarante ans, la Démocratie Chrétienne a gouverné de manière hégémonique grâce au soutien des États-Unis qui voyaient en elle un rempart contre le communisme, incarné par le PCI. On parle donc de "*bipartitismo imperfetto*"<sup>5</sup> puisque, malgré une forte base électorale (entre un quart et un tiers des suffrages exprimés), le PCI n'a jamais participé à un gouvernement. Ainsi, la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 et l'éclatement de l'URSS provoquent un bouleversement géopolitique qui a des répercussions en Italie. La fin de l'équilibre bipolaire international signifie aussi la fin de l'équilibre du système politique italien qui répercutait à l'échelle nationale l'opposition est-ouest. Sous l'égide d'Achille Occhetto, le PCI change de nom en 1991 pour devenir le PDS,<sup>6</sup> provoquant une scission avec l'aile gauche qui veut continuer de revendiquer l'héritage communiste.<sup>7</sup> L'anticommunisme devient inutile et la DC perd non seulement l'élément structurant des coalitions mais, ajouté à la sécularisation grandissante de la société italienne, elle perd surtout sa raison d'être.

Le scandale de Tangentopoli arrive donc à point nommé et assène le coup de grâce à un système politique déjà à bout de souffle. Tous les principaux partis politiques italiens disparaissent entre 1991 et 1994<sup>8</sup> et on remarque la montée significative de nouveaux partis, comme la Ligue du Nord. Créé à partir des différentes ligues régionales qui ont commencé à émerger en Vénétie et en Lombardie dès 1983, ce parti iconoclaste est basé sur l'identité régionale et se construit en opposition aux partis classiques. Les révélations sur la corruption généralisée des partis de

<sup>5</sup> Giorgio Galli, *Il bipartitismo imperfetto. Comunisti e democristiani in Italia*, Bologna, Il Mulino, 1966.

<sup>6</sup> Partito dei democratici di sinistra.

<sup>7</sup> Rifondazione comunista.

<sup>8</sup> PCI, PSI, PRI, PLI, DC, MSI.

gouvernement offre l'occasion rêvée à la Ligue du Nord pour devenir le porte-étendard de la contestation du système traditionnel. Par une rhétorique populiste, incisive et bien souvent raciste, Umberto Bossi se pose en alternative capable de renouveler la morale politique. Le discours de stigmatisation de l'État centralisateur évolue en dénonciation des mœurs des partis politiques. Aux élections législatives d'avril 1992, la Ligue du Nord devient le deuxième parti de l'Italie septentrionale et finit en tête en Lombardie, signe que la contestation des partis traditionnels trouve un écho auprès de la population. Selon Paul Ginsborg, "per l'Italia si trattò del più significativo risultato elettorale dal 1948 in poi. [...] Nel complesso, i risultati del 1992 contenevano tutti gli elementi di uno storico voto di protesta, non ancora orientato verso qualcosa o qualcuno in particolare, ma diretto soprattutto contro i vecchi partiti di governo e i loro leader"<sup>9</sup>.

### **1.2 La perte de crédibilité et de légitimité de l'État**

Ce vote de sanction des partis traditionnels trouve son origine dans le contexte politique des années précédentes. Après les scandales à répétition, le début de l'opération "*Mani Pulite*" exacerbe le sentiment de ras-le-bol. Selon Ilvo Diamanti, *Tangentopoli* n'aurait pas pu prendre une telle ampleur sans le soutien de la presse de tout bord :

"I primi, i più forti sostenitori del pool di Milano, i più efficaci sostenitori di Tangentopoli, i creatori del mito che accompagna Tangentopoli sono loro. I *media*. I direttori di giornali, anche quelli che oggi deprecano e condannano ciò che è avvenuto nel 1992. E anche questo serve a spiegare il significato del cambiamento che travolge tutto, in quella fase. Tangentopoli senza i *media* non sarebbe stata possibile. Perché allora diventa evidente e deflagrante l'importanza del rapporto tra la comunicazione e la politica, tra la comunicazione e la società. Per questo *quel* ceto politico collassa. Perché non capisce e non sa gestire l'importanza della televisione e della

---

<sup>9</sup> Paul Ginsborg, *L'Italia del tempo presente. Famiglia, società civile, Stato 1980-1996*, Torino, Einaudi, 2007, pp. 480-481.

comunicazione".<sup>10</sup>

Pour Diamanti, la presse joue donc un rôle central dans la dégradation de l'image de la classe politique. En affichant son soutien à la magistrature, elle devient une caisse de résonance : la médiatisation contribue à affaiblir encore un peu plus une classe politique qui peine à saisir les enjeux et la portée des révélations qui émergent de l'enquête<sup>11</sup> et alimentent la colère d'une partie de la population.

La presse joue également un rôle essentiel en dénonçant la violence mafieuse – au lendemain des *omicidi eccellenti* – et l'inertie de la classe politique, mettant cette dernière face à ses incohérences en matière de lutte contre la mafia. Entre 1982 et 1992, la place accordée à la parole politique au lendemain des événements traumatiques diminue fortement au profit de la parole civile. Après l'assassinat de Carlo Alberto dalla Chiesa (ayant plus d'écho au niveau national que celui de La Torre), la presse en général concentre son attention sur les mesures du gouvernement et apparaît donc comme la caisse de résonance des discours de la classe politique. En revanche, en 1992, les journalistes rapportent beaucoup plus les mots et les attitudes de la "foule" des Palermitains pour représenter – et souligner – le désaccord entre la masse et l'élite politique. Ce déplacement de la focale reflète de manière emblématique la perte de légitimité morale du politique et la position grandissante accordée à la mobilisation civile. La dénonciation de l'immobilisme politique et de la corruption d'une part, ainsi que la médiatisation de la colère exprimée par une large partie de la société palermitaine d'autre part, font de la presse un observatoire privilégié pour étudier ce transfert de légitimité, sur lequel nous reviendrons plus avant. Les assassinats de Falcone et Borsellino provoquent une indignation proportionnelle au caractère spectaculaire des attentats qui finit de détériorer le rapport de confiance, déjà chancelant, entre les dirigeants politiques et une frange de plus en plus large de la société.

Au lendemain de l'assassinat de Borsellino, de nombreux articles analysent la

<sup>10</sup> Ilvo Diamanti, 1992, *Tangentopoli*, in *Novecento italiano*, Roma-Bari, Laterza, 2011, p. 233.

<sup>11</sup> Les hommes politiques mis en cause arborent une ligne de défense qui acte l'existence pluri-décennale d'un système de corruption généralisée et discréditent ainsi plus de quarante ans de pratiques politiques: « Nous sommes tous adaptés à un système qui marche depuis les années cinquante. »: Jean-Louis Briquet, *Le système des pots-de-vin. Normes et pratiques des échanges corrompus dans l'Italie de Tangentopoli*, 2012, texte disponible on-line: [http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/90/34/44/PDF/Echanges\\_corrompus\\_Italie-JL\\_Briquet.pdf](http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/90/34/44/PDF/Echanges_corrompus_Italie-JL_Briquet.pdf)

situation et soulignent qu'il s'agit d'un moment historique pour la république italienne :

“Siamo sull'orlo dell'abisso. La nostra Italia, povera patria, ha perduto se stessa. Con le auto e i corpi di Falcone e Borsellino, dei ragazzi in divisa sono saltate per aria molte cose importanti per un paese civile : la fiducia nella giustizia, la convinzione che il male che una società genera possa essere sconfitto. [...] La mafia dichiara guerra allo Stato. Ma il governo che dovrebbe guidare la giusta guerra si è mostrato, da molto tempo, incapace di farlo. Indeciso a tutto, diviso, frastornato. [...] E le parole, le assicurazioni, le promesse giungono da un potere entrato in crisi di legittimità. Ecco l'abisso su cui l'Italia danza. La criminalità impazza, il sistema politico appare delegittimato dai suoi stessi comportamenti, la crisi finanziaria dello Stato assume proporzioni tali da spaventare, linee di secessione, di divisione del paese, corrono dentro la crisi della vecchia politica. La prima repubblica chiude la sua storia sfaldandosi, non generando, come dovrebbe, una nuova fase”.<sup>12</sup>

Walter Veltroni – alors directeur de *L'Unità* – dresse le constat d'une crise de légitimité politique, aggravée par une crise financière et par la violence mafieuse, révélant une crise identitaire qui met en cause la pérennité des institutions. Pour Veltroni, l'Italie arrive à la fin d'un cycle et, fidèle aux craintes de l'ancien PCI, il met en garde contre un possible tournant autoritaire, exploitant ainsi la crainte générée par le bon résultat de la Ligue du Nord aux élections législatives. Bien que l'interprétation diverge quant à la possibilité d'un coup d'État, le *Corriere della Sera* souligne la gravité de la situation en pointant le risque d'effondrement de la république :

“Se una sua possibile prossima fine è un pericolo reale, tanto più occorre che lo Stato venga accanitamente difeso, soprattutto da chi è stato formato, nella sua coscienza civile, dal senso risorgimentale della sua unità nazionale [...]. La corruzione dei politici è oggi più che mai irresponsabile, anche perché

---

<sup>12</sup> Walter Veltroni, *Un paese ormai sull'orlo dell'abisso*, in “L'Unità”, 21 juillet 1992, p. 1.

mina alle radici la fiducia nelle istituzioni e nella politica stessa. È dunque più che mai giusto reagire al sentimento di resa e disfatta, che favorise il processo di disgregazione".<sup>13</sup>

En faisant appel à la "conscience civile" et en jugeant les pratiques déviantes de la politique comme étant "irresponsables", Claudio Magris déplace le débat dans le domaine de la morale publique. La classe politique n'est pas à la hauteur du passé car elle divise la société et, par un système de vases communicants, la perte de crédibilité et de légitimité de la classe politique se répercute sur les institutions, mettant en danger la survie du régime républicain. Ainsi, les assassinats de Falcone et Borsellino constituent un moment historique où, selon Giorgio Napolitano, "*sentimmo scricchiolare le istituzioni repubblicane*".<sup>14</sup>

### **1.3 La rupture entre la société civile et le monde politique**

Le massacre de Capaci arrive donc à un moment de crise politique, institutionnelle et économique sévère. Le contexte intérieur de la dernière décennie a alimenté le désamour des Italiens envers une politique jugée trop politicienne, conditionnée par les jeux d'alliances et par les scandales politico-financiers. Au fil des révélations de l'opération "*Mani pulite*", ce désamour se transforme en rejet profond des représentants politiques et de leurs pratiques. Les assassinats mafieux sont souvent l'occasion, pour une partie des Palermitains, de montrer leur mécontentement en prenant les responsables politiques à parti, comme lors des funérailles du préfet dalla Chiesa. Toutefois, la mobilisation civile de 1982 est bien en deçà de la contestation de 1992, caractérisée par un véritable *crescendo* entre les assassinats de Falcone et de Borsellino qu'il nous faut analyser.

Au lendemain du massacre de Capaci, la chapelle ardente est le théâtre d'une première contestation des représentants politiques. Les articles de presse relatent

---

<sup>13</sup> Claudio Magris, *Il pessimismo e la verità*, in "Corriere della Sera", 27 juillet 1992, article publié dans le recueil *Falcone e Borsellino 1992-2012. Il coraggio e l'esempio, Le parole* (vol. 1), Milano, MediaGroup, 2012, p. 212.

<sup>14</sup> Discours prononcé à Palerme le 23 mai 2009, in *Il patto che ci lega*, Bologna, Il Mulino, 2009.



les protestations des citoyens présents qui dénoncent la responsabilité des représentants politiques, en les traitant d’*“assassini”*, de *“mafiosi”* et de *“complici”*.<sup>15</sup> Dans *Repubblica*, Giuseppe D’Avanzo insiste sur la présence de *“la solita piccolissima Palermo degli onesti”*,<sup>16</sup> reprenant ainsi l’expression écrite par un anonyme sur un écriteau déposé sur les lieux de l’assassinat du préfet dalla Chiesa dix ans plus tôt.<sup>17</sup> Au vu du contexte national, la constitution de ce groupe des *“onesti”* évoque nécessairement une opposition aux représentants politiques, dont les pratiques sont décriées car malhonnêtes. De plus, les rangs du groupe des Palermitains honnêtes sont grossis par les fonctionnaires (comme certains agents d’escorte) qui se désolidarisent de l’État qu’ils représentent et confèrent une nouvelle légitimité à la mobilisation civile, renforçant ainsi son statut de communauté de victimes. Le rejet des politiques est tel que, pour Giuseppe D’Avanzo, il s’agit d’un véritable tournant dans l’histoire italienne :

“La Repubblica italiana a Palermo è morta. È morta in un giorno appiccicoso nello spettrale androne di marmo di Palazzo di Giustizia seppellita dagli sputi, dagli insuti, dalla pioggia di monetine [...]. La Repubblica italiana è morta accompagnata dalle urla dei poliziotti, dal disgusto dei magistrati. È morta dinanzi a cinque bare con bandiera tricolore sistemate su trespoli al termine di una guida rossa lisa, sfilacciata qui, sfioracchiata là. [...] La Repubblica italiana a Palermo non è morta di rabbia, non è morta di furore, non è morta di vergogna. È morta nell’indifferenza [...] di una città assente fuori dalla camera ardente. È morta del disprezzo – un disprezzo cupo, solido, senza speranza – che ha accolto i poveri cristi e le facce di pietra venute a Palermo in nome della Repubblica italiana”.<sup>18</sup>

Le constat dramatique de la mort de la République, amplifié par le recours à l’anaphore, vise à acter l’importance de la contestation des autorités officielles. Le massacre de Capaci est perçu d’emblée comme un événement qui marque au fer

<sup>15</sup> “Assassini”, “mafiosi”, “complici”: Giuseppe D’Avanzo, *Vergogna, vergogna, assassini*, in “Repubblica”, 25 mai 1992, pp. 2-3.

<sup>16</sup> “La solita piccolissima Palermo degli onesti”: *Ibidem*.

<sup>17</sup> “Qui è morta la speranza dei palermitani onesti”.

<sup>18</sup> *Ibidem*.

rouge l'histoire nationale car il provoque une rupture entre, d'un côté, certains citoyens et des fonctionnaires et, de l'autre, les représentants de l'État. Chassés au cri de "*Sciacalli, andate via : lo Stato non siete voi*",<sup>19</sup> les hommes politiques sont perçus comme des hypocrites et les citoyens présents leur retirent leur pouvoir de représentation de l'État pour n'avoir pas su être à la hauteur des responsabilités qui étaient les leurs. La contestation grandit lors des funérailles qui rassemblent près de dix mille Palermitains sous la pluie battante. L'intervention de Rosaria Schifani,<sup>20</sup> qui fait référence à la ville comme bien commun ("*la nostra città di Palermo*"), donne à la ville le statut de victime de la mafia, comme l'avait fait Orlando lorsque la municipalité s'était portée partie civile pendant le maxi-procès. La violence en germe contenue dans les protestations à l'égard des hommes politiques aux obsèques de Falcone va littéralement exploser après le massacre de via d'Amelio. La proximité temporelle des deux événements tragiques renforce, dans la presse de tout bord, l'image d'un État fantoche, représenté par une classe politique moribonde et incapable d'assurer la sécurité de ses fonctionnaires. Quelques heures seulement après l'attentat de via d'Amelio, les attroupements de citoyens grandissent et rejoignent le cortège des policiers d'escorte qui se rendent à la Préfecture. Les heurts qui s'en suivent montrent une nette dégradation de la situation : la violence verbale est accompagnée par la violence physique.<sup>21</sup> L'incapacité des représentants officiels à endiguer la violence mafieuse relance la polémique sur l'utilité des escortes. Un homme confie à un journaliste les propos tenus à son frère, policier d'escorte :

"Non devi morire per questo Stato di merda. Morire per Falcone o per Borsellino sì. Loro erano eroi. Erano i nostri eroi. Ma per questo Stato no. Non merita la nostra pelle".<sup>22</sup>

La rupture que l'on pourrait définir d'interne car entre deux corps qui représentent l'État – les représentants des autorités et les membres des forces de l'ordre – provoque une distanciation avec l'État, qui ne mérite plus les sacrifices des policiers

<sup>19</sup> Saverio Lodato, *Rabbia nel Palazzo dei veleni*. "*Sciacalli, andate via: lo Stato non siete voi*" in "*L'Unità*", 25 mai 1992, p. 3.

<sup>20</sup> Veuve de l'agent d'escorte Vito Schifani.

<sup>21</sup> Walter Rizzo, *Scontri tra scorte e agenti della prefettura*, in "*L'Unità*", 20 juillet 1992, p. 2.

<sup>22</sup> Gian Antonio Stella, *Allerta militare nella città ferita*, in "*Corriere della Sera*", 21 juillet 1992, p. 5.

et des magistrats. Ainsi, la violence des policiers et d'une partie de la population à l'égard des hommes politiques est interprétée de manière unanime par les journalistes comme le "*punto di rottura*"<sup>23</sup> qui coïncide avec le renforcement du groupe des "*onesti*", auquel se sont ajoutés aussi les magistrats.

Afin d'éviter que la situation ne s'envenime au sein de la magistrature après la démission collective des substituts de Pietro Giammanco, le président Scalfaro lance un appel à l'unité nationale devant le CSM,<sup>24</sup> lors de la commémoration de Paolo Borsellino. Cet appel ne s'adresse pas qu'aux magistrats mais aussi à la classe politique, dont il souligne à nouveau le déficit de crédibilité. Comme lors de son intervention à la télévision, il fustige la corruption en dénonçant "*la sete di potere e di denaro [che è diventata] irrefrenabile*".<sup>25</sup> Le président de la République profite également de ce discours pour s'en prendre aux médias. Il critique les récits des obsèques publiés dans la presse écrite qui ont dépeint la colère de la foule, tente de minimiser la contestation et nie avoir été insulté. Il affirme avoir été invité non pas en tant que simple citoyen mais bien en tant que chef de l'État, comme pour apaiser le ressentiment d'une partie de la société civile envers la classe politique en garantissant de sa personne puisqu'il est désormais le seul à être crédible et donc audible. Plus qu'un discours commémoratif, il s'agit d'une exhortation à résister, comme le pays l'avait fait contre le fascisme et le terrorisme. Cette référence à une période certes sombre mais qui s'est soldée par une victoire de la démocratie a pour but de réactiver un patriotisme basé sur des valeurs collectives positives capables de fédérer la population. Selon Marcello Ravveduto, "*lo stragismo di Cosa nostra spostata il movimento antimafia nel campo della Resistenza*",<sup>26</sup> ce qui donne une dimension éminemment patriotique à la lutte contre la mafia. Enfin, le président de la République appelle aussi à la "*ricostruzione dei valori morali*".<sup>27</sup> En reconnaissant le manque de moralité de la vie publique, Scalfaro légitime ainsi la contestation des

<sup>23</sup> Gianni Rocca, *Al punto di rottura*, in "Repubblica", 22 juillet 1992, p. 1.

<sup>24</sup> Sandra Bonsanti, *L'appello di Scalfaro "Nuova Resistenza"*, in "Repubblica", 23 juillet 1992, p. 3; Gabriella Monteleone, *Uniti contro la mafia*, in "Il Popolo", 23 juillet 1992, p. 3.

<sup>25</sup> *Ibidem*.

<sup>26</sup> Marcello Ravveduto, *La religione dell'antimafia. Vittime, eroi, martiri e patrioti della resistenza civile*, in Marcello Ravveduto (dir.), *Strozzateci tutti*, Roma, Aliberti, 2010, p. 552.

<sup>27</sup> Gabriella Monteleone, *Uniti contro la mafia*, in "Il Popolo", 23 juillet 1992, p. 3.

Palermitains que le maire Aldo Rizzo avait défini comme une “*rivolta morale*”.<sup>28</sup> En somme, la rupture entre une partie de la société et la classe politique reflète une cassure plus profonde avec les dirigeants de toute sorte, puisqu’on la retrouve aussi dans la police et la magistrature. La constitution du mouvement antimafia se fait donc en opposition aux autorités, à travers la réappropriation de la parole et de l’espace publics et passe par la revendication du statut de victime pour la communauté tout entière.

## 2. Une mobilisation civile sans précédent après les massacres de Capaci et via d’Amelio

### 2.1 De nouveaux acteurs pour une mobilisation civile inédite

Les deux anthropologues américains Jane et Peter Schneider<sup>29</sup> ont étudié la construction du mouvement antimafia à Palerme du milieu des années 1980 à la fin des années 1990,<sup>30</sup> notamment à travers l’observation participante. Leur analyse sociologique et anthropologique des composantes du mouvement antimafia nous permet de saisir toute son hétérogénéité. Le premier constat est en effet la diversité des traditions mobilisées. Comme après la mort du préfet dalla Chiesa, deux traditions nourrissent le vivier de l’antimafia : les anciens militants de gauche proches du PCI ou de la gauche extraparlamentaire<sup>31</sup> et les catholiques progressistes. Bien qu’elles se soient alliées dans les années 1980 pour donner vie à des initiatives intéressantes, leurs divisions idéologiques ont pris le dessus et la rupture entre catholiques et militants de gauche a considérablement affaibli le *Coordinamento antimafia*.<sup>32</sup> Selon les Schneider, ces tensions sont des “*effetti*

<sup>28</sup> Monica Ricci Sargentini, *Polemica sulla rivolta ai funerali. “Palermo non deve alcuna scusa”*, in “L’Unità”, 23 juillet 1992, p. 3.

<sup>29</sup> Voir Jane C. Schneider & Peter T. Schneider, *Un destino reversibile*, Roma, Viella, 2009.

<sup>30</sup> “Abbiamo vissuto a Palermo per sette estati tra il 1987 e il 1999 e per sei mesi nel 1996” in *Ibid.*, p. 24.

<sup>31</sup> On pense notamment à la figure de Peppino Impastato (candidat pour *Democrazia Proletaria*), dont les amis (Umberto Santino et Anna Puglisi) ont continué leur engagement antimafia après son assassinat, en lui dédiant le *Centro Siciliano di Documentazione* créé en 1977.

<sup>32</sup> Voir Umberto Santino, *Storia del movimento antimafia. Dalla lotta di classe all’impegno civile*, Roma, Ed. Riuniti, 2009, p. 322.

*collaterali della polarizzazione politica strutturatasi nel corso della guerra fredda*".<sup>33</sup> Ainsi, la fin de l'équilibre bipolaire ouvre la voie à de nouvelles collaborations qui s'affranchissent des traditions politiques dont elles sont issues. On assiste donc à la constitution d'un mouvement hétéroclite regroupant, aux côtés des anciens militants de gauche et des catholiques progressistes traditionnellement sensibles aux problèmes de la classe populaire, notamment des femmes et des jeunes issus pour la plupart de la classe moyenne, même s'il ne faut pas sous-estimer la mobilisation de certaines figures issues de l'ancienne élite agraire comme Orlando. On note donc une évolution entre le mouvement antimafia tel qu'il était depuis l'après-guerre – constitué d'abord essentiellement de paysans, de syndicalistes ou de militants politisés proches du PCI, puis de féministes, d'étudiants, d'universitaires<sup>34</sup> – et tel qu'il renaît sur les cendres du "Printemps de Palerme", après les massacres de Falcone et Borsellino. Dès 1983, Nando dalla Chiesa<sup>35</sup> avait souligné la nouveauté du mouvement antimafia, centré sur l'éducation et la sensibilisation aux problématiques sociales consécutives à la domination mafieuse. On peut supposer que les initiatives lancées dans les écoles et les universités au cours des années 1980 ont créé un terreau favorable pour le développement d'une mobilisation de grande ampleur au sein de la classe moyenne. Selon Roberto Alajmo,<sup>36</sup> si le massacre de Capaci est bien l'élément déclencheur de la mobilisation, l'assassinat de Libero Grassi<sup>37</sup> constitue une étape importante dans l'éveil des consciences palermitaines. Ce dernier dénonce publiquement le racket mafieux et refuse de s'y soumettre. Ses prises de position courageuses montrent que n'importe quel citoyen peut dénoncer la mafia mais l'isolent au sein du patronat

---

<sup>33</sup> «Effetti collaterali della polarizzazione politica strutturatasi nel corso della guerra fredda» in Jane C. Schneider & Peter T. Schneider, *Un destino reversibile, op. cit.*, p. 138.

<sup>34</sup> Paul Ginsborg, *L'Italia del tempo presente, op. cit.*, p. 491.

<sup>35</sup> Voir Nando dalla Chiesa, *Gli studenti contro la mafia: note (di merito) per un movimento*, in "Quaderni piacentini", n°11, 1983, pp. 39-60.

<sup>36</sup> Journaliste et écrivain palermitain, il a publié un livre sur l'initiative du *Comitato dei lenzuoli*: Roberto Alajmo, *Un lenzuolo contro la mafia. Sono vent'anni e sembra domani*, Palermo, Navarra Editore, 2012.

<sup>37</sup> Entrepreneur palermitain qui a dénoncé la pratique du *pizzo* dans les médias. Son intervention la plus connue a lieu sur le plateau de *Samarconda* en avril 1991, il répond à Michele Santoro qui lui demande s'il est fou et pourquoi il refuse de payer alors que 90% des commerçants payent le *pizzo* à Gela. L'entrepreneur est assassiné par *Cosa nostra*, quelques mois plus tard, le 29 août 1991. Voir Marcello Ravveduto, *Libero Grassi. Storia di un'eresia borghese*, Milano, Feltrinelli, 2012.

sicilien. Son assassinat est très médiatisé et ses proches publient une lettre dans laquelle ils dénoncent non seulement les mafieux, mais surtout la passivité des Palermitains. Pour Alajmo, la population, en proie à la honte et au sentiment de culpabilité, ne réagit pas et déserte l'enterrement de la victime.<sup>38</sup> Il estime que "*il seme di Libero Grassi ha dato i suoi primi frutti nove mesi dopo. La giusta, umana incubazione*"<sup>39</sup>. En faisant de cet assassinat une sorte de choc originel, il tente d'expliquer l'engagement de certains citoyens au lendemain du massacre de Capaci. Cependant, cette lecture – quelque peu idéalisée – sous-estime complètement l'impact des modalités spectaculaires de l'attentat de Capaci sur les Palermitains, donnant l'impression que seule la mort du magistrat, pour ce qu'il incarnait, est l'élément déclencheur de la mobilisation. Or, comme le démontre l'étude de la presse et des réactions politiques,<sup>40</sup> le *modus operandi* provoque l'effroi et est interprété comme une démonstration de force de la part de la mafia. Les attentats spectaculaires déclenchent une mobilisation d'une ampleur inédite et il nous semble donc indispensable de prendre en considération l'aspect spectaculaire, sans pour autant minimiser ce que représentait Falcone aux yeux d'une frange de la population. Ainsi, l'assassinat de Falcone, de sa femme et des trois policiers d'escorte provoque donc un choc moral sans précédent et de nombreux Palermitains changent radicalement d'attitude envers les magistrats.<sup>41</sup> Selon Christophe Traïni, "les engagements qui résultent d'un choc moral peuvent susciter – non pas une simple "mobilisation" – mais bien une constitution de réseaux inédits et parfois même

---

<sup>38</sup> Voir Roberto Alajmo, *Un lenzuolo contro la mafia. Sono vent'anni e sembra domani*, op. cit., pp. 12-13.

<sup>39</sup> "Il seme di Libero Grassi ha dato i suoi primi frutti nove mesi dopo. La giusta, umana incubazione" in *Ibid.*, p. 13.

<sup>40</sup> Voir Charlotte Moge, *La construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia, de 1982 à 2012, à partir d'un martyrologe: Pio La Torre, Carlo Alberto dalla Chiesa, Giovanni Falcone et Paolo Borsellino*, thèse de doctorat en histoire contemporaine soutenue publiquement en novembre 2015, réalisée en cotutelle entre l'Université de Grenoble-Alpes et l'Università degli studi di Pisa, chapitres 2-3-4.

<sup>41</sup> "È incredibile quale moto di affetto, solidarietà, passione civile, sotterranei fino ad allora, la strage di Capaci scateni nei palermitani e nei siciliani. Chi crede di conoscere qualche elemento utile alle indagini, chi vede gente sospetta aggirarsi sotto casa di Borsellino sente il bisogno di comunicarglielo. Sono in tanti ad aspettarlo lungo i corridoi di palazzo di Giustizia, al secondo piano dove ha l'ufficio, a piano terra dove va al bar per prendere un caffè : al suo passaggio gli riempiono le tasche di biglietti anonimi zeppi di ipotesi investigative, gli sussurrano all'orecchio nomi di temibili latitanti della mafia che giurano di aver riconosciuto lungo l'autostrada. C'è chi gli porge persino delle immagini sacre perché lo proteggano dal male: "Mi hanno scambiato per un santo" riesce a sorridere mentre racconta." in Umberto Lucentini, *Paolo Borsellino*, Milano, San Paolo, 2003, p. 253.

improbables",<sup>42</sup> ce qui se vérifie à Palerme. Malgré une présence massive devant la chapelle ardente et aux obsèques des victimes, une partie de la population cherche une manière d'intervenir et d'agir.

## **2.2 Un renouvellement des initiatives civiles**

Les témoignages dont on dispose sont centrés sur le besoin de dénoncer la violence mafieuse pour s'en démarquer ainsi que sur l'urgence d'agir pour éviter l'oubli et le retour à la normale. Si les activistes des années 1980 reprennent du service, la véritable nouveauté est la constitution de plusieurs groupes de citoyens qui inventent de nouvelles formes d'action collective. Le 26 mai 1992, plusieurs femmes liées par des liens de parenté et d'amitié ont l'idée d'exposer des draps blancs aux fenêtres sur lesquels elles écrivent des slogans<sup>43</sup> pour exprimer leur colère contre la mafia, leur soutien à la magistrature ou leur envie de voir la Sicile se libérer du joug mafieux.

"Era una di quelle idee che volano subito ; attrae l'attenzione di altri, e dei media, perché originale e perché capace di cristallizzare i pensieri e i sentimenti di molti. Il lenzuolo diventa simbolo della cittadinanza onesta in Sicilia : bianco e pulito, può evocare concetti di pace, di non violenza, di case e di donne, del mondo domestico contrapposto a un mondo sporco-politico. Ma appeso al balcone, diventa di dominio pubblico per annunciare la rabbia, il coraggio, la determinazione delle persone che abitano dietro a quel balcone. Che singole famiglie mostrino in modo così aperto i loro sentimenti costituisce un passo in avanti nella lotta alla mafia. Non a caso la stampa e la televisione, sia locale, sia nazionale che internazionale, hanno colto questo fenomeno".<sup>44</sup>

---

<sup>42</sup> Christophe Traïni, *Choc moral*, in Olivier Fillieule, Lilian Mathieu & Cécile Péchu, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Les presses de Sciences Po, 2009, p. 103.

<sup>43</sup> "Ora basta!", "Palermo ha capito, e lo Stato?", "Io so, ma non ho le prove", "Falcone sei ancora nei nostri cuori", "Palermo vuole vivere", "Non li avete uccisi: le loro idee camminano sulle nostre gambe" in Paul Ginsborg, *L'Italia del tempo presente*, op. cit., p. 491.

<sup>44</sup> Roberto Alajmo, *Un lenzuolo contro la mafia*, op. cit., p. 35.

Cette analyse de Jane et Peter Schneider révèle donc l'utilisation publique – et même politique – d'un objet privé, ce qui n'est pas sans rappeler le mouvement féministe des années 1970 et l'irruption du quotidien dans les débats politiques. Giovanna Fiume, enseignante à l'université de Palerme et membre du groupe, explique une certaine forme de continuité entre le féminisme et la mobilisation palermitaine :

“La consapevolezza a suo tempo guadagnata dalle femmine del rapporto tra singola donna e grande storia si è generalizzata : l'individuo, rimasto “militante di se stesso”, sente di doversi ugualmente assumere delle responsabilità civili, di fronte a una società civile debole, detiene i poteri forti, che nel sud sono extra-istituzionali e mafiosi”.<sup>45</sup>

Exprimer son indignation et le rejet de la domination mafieuse dans une société longtemps restée passive face à la violence est donc perçu une obligation morale qui devient le moteur de la mobilisation civile. Par sa nouveauté, cette initiative, individuelle et artisanale,<sup>46</sup> séduit de nombreux Palermitains : plusieurs draps apparaissent aux balcons et le groupe décide de constituer un véritable groupe *Comitato dei lenzuoli*. Encore aujourd'hui, cette initiative a profondément marqué les esprits et incarne l'opposition des Palermitains à la mafia, comme le démontre le fait que les draps réapparaissent aux balcons lors des commémorations. Cette forme de mobilisation, pour sa singularité, mériterait une analyse plus poussée à partir d'une enquête de terrain mais, par manque d'éléments, nous ne sommes pas en mesure d'approfondir cet aspect. Cependant, nous souhaitons souligner comment ce comité s'insère dans le mouvement antimafia, jusqu'alors largement monopolisé par les catholiques progressistes et les anciens militants de gauche et d'extrême-gauche. Malgré la forte mobilisation civile, les catholiques progressistes du centre San Saverio<sup>47</sup> sont pessimistes quant à la possibilité d'impliquer les classes populaires dans le mouvement antimafia. Le *Centro Siciliano di Documentazione Peppino Impastato* (CSD) tente à nouveau de fédérer une vingtaine d'associations autour d'une macro-structure appelée le *Cartello* mais les dissensions passées qui ont causé

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>46</sup> Au début, les femmes contactent leurs amies par téléphone pour leur soumettre l'idée.

<sup>47</sup> Voir Jane C. Schneider & Peter T. Schneider, *Un destino reversibile*, op. cit., p. 143.



l'échec du *Coordinamento* sont encore très présentes dans les esprits. Le *Cartello*, fondé le 12 juin 1992, regroupe plusieurs associations et collectifs et deux propositions émergent de cette réunion. Dans la tradition de gauche, le CSD propose la tenue d'une assemblée pour élaborer une nouvelle stratégie de lutte tandis que l'*Associazione per la Pace* avance l'idée de faire une chaîne humaine pour commémorer le massacre de Capaci le 23 juin 1992. Cette forme de mobilisation, jusqu'alors inédite en Sicile, est empruntée au répertoire de l'activisme international et démontre l'envie d'une partie des membres du *Cartello* de renouveler les pratiques de l'action collective héritées de la mobilisation des années 1968. "*Accolta inizialmente con freddezza, la catena umana fu presto riconosciuta come il necessario complemento "emotivo" all'assemblea "analitica"*".<sup>48</sup> Le parcours choisi pour la chaîne humaine est symbolique : elle partira du Palais de justice pour arriver jusqu'à l'arbre de Falcone, une expression désormais lexicalisée, signe qu'en un mois, les Palermitains se sont appropriés ce lieu qui devient "*una sorta di sacrario spontaneo*"<sup>49</sup> et donc un lieu de mémoire.

Afin de s'insérer dans le mouvement antimafia qui est en train de se constituer, le *Comitato dei lenzuoli* souhaite promouvoir à sa manière la chaîne humaine grâce à trois initiatives. Tout d'abord, ils réalisent de petits spots à diffuser à la télévision – toutes les chaînes ayant accepté de les diffuser gratuitement – pour dénoncer la violence mafieuse en faisant défiler, entre autres, les noms de certaines victimes. Toutefois, cela déclenche une vive polémique puisque le nom de Salvo Lima apparaît dans la liste. Cette décision, fort discutable pour la plupart des militants antimafia, est justifiée par les membres du comité à qui il apparaît nécessaire de dénoncer la violence dans sa globalité, qu'elle frappe des mafieux ou des antimafieux<sup>50</sup>. La polémique qui s'en suit donne l'occasion aux militants traditionnels, déjà mobilisés dans les années 1980, de taxer les nouveaux venus d'amateurisme. Une deuxième initiative, très bien accueillie, est d'imprimer des t-shirts avec deux slogans au choix ("*Ora basta!*" et "*Mafiosi, inginocchiatevi!*"<sup>51</sup>) reprenant ainsi l'invocation de Rosaria

---

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 179.

<sup>49</sup> *Ibidem.*

<sup>50</sup> Voir Roberto Alajmo, *Un lenzuolo contro la mafia*, op. cit., pp. 40-42.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 46

Schifani. Enfin, les membres du *Comitato dei lenzuoli* réalisent de petits draps en toile blanche, à accrocher comme des badges, sur lesquels ils écrivent les slogans apparus aux balcons. Ils mettent aussi des draps blancs et de la peinture à la disposition des Palermitains à trois endroits de la ville<sup>52</sup> afin de permettre à tout le monde de confectionner son propre drap et donc de s'impliquer concrètement dans le mouvement. Le résultat de la mobilisation du 23 juin dépasse largement les attentes des organisateurs puisque la presse parle de 10 000 personnes présentes<sup>53</sup> et les acteurs du mouvement racontent la journée avec une grande émotion car ils ont été les premiers surpris de voir une telle affluence.<sup>54</sup>

En revanche, le résultat de l'assemblée proposée par le CSD est décevant car, encore une fois, "*non c'è nessuna reale unità*"<sup>55</sup> entre les différentes composantes du mouvement antimafia. Il semble donc que les formes de mobilisation classiques ne fédèrent pas autant que les nouvelles initiatives, qui embrassent un répertoire d'action qui va au-delà de la mobilisation partisane. Enfin, le 27 juin 1992, une grande manifestation est organisée à Palerme à l'appel des syndicats. La grève générale est très suivie et plus de 70 000 personnes viennent de toute l'Italie pour y participer.<sup>56</sup> Après les tensions entre les syndicats et les associations antimafia suite aux manifestations pro-mafia organisées dans la deuxième moitié des années 1980,<sup>57</sup> cette grande manifestation nationale permet aux syndicats de montrer patte blanche et de réintégrer le mouvement antimafia. Ainsi, le massacre de Capaci provoque pour la première fois des actions de grande ampleur qui dépassent

---

<sup>52</sup> L'arbre de Falcone via Notarbartolo ; Piazza Ungheria à Santa Flavia, vers Bagheria ; place devant l'église San Saverio dans le quartier de l'Albergheria, réputé pour sa haute densité mafieuse.

<sup>53</sup> Fait rare qui mérite d'être souligné, le *Popolo* dédie une double page à la chaîne humaine. La nouveauté de l'initiative et son caractère apolitique ont sans aucun doute permis une large médiatisation. Voir *Falcone, seme di giustizia. Catena umana per le vie di Palermo & Coscienze mobilitate contro la cultura mafiosa* in "Il Popolo", 24 juin 1992, pp. 5-6.

<sup>54</sup> Voir Roberto Alajmo, *Un lenzuolo contro la mafia*, op. cit., pp. 51-53.

<sup>55</sup> Umberto Santino, *Storia del movimento antimafia*, op. cit., p. 373.

<sup>56</sup> Voir Jane C. Schneider & Peter T. Schneider, *Un destino reversibile*, op. cit., p. 184.

<sup>57</sup> Quelques jours avant l'ouverture du maxi-procès, le *Giornale di Sicilia* donne une large place aux manifestations de certains ouvriers, au chômage technique suite à la révocation du contrat – qui durait depuis 47 ans – entre la ville de Palerme et le groupe Cassina, qui s'occupait des égoûts. Les slogans des ouvriers mécontents ("*Vogliamo la mafia*", "*Ciancimino sindaco*", "*Con la mafia si lavora, senza no*") se retrouvent en une du *Giornale di Sicilia*, véhiculant ainsi le mythe d'une bonne mafia qui donne du travail à la population et, par conséquent, d'une antimafia qui pénalise l'activité économique de la ville. Voir *I disoccupati bloccano la città. In tre cartelli: "Viva la mafia"*, in "Giornale di Sicilia", 4 février 1986, p. 1.

l'antimafia traditionnelle pour s'étendre à une large partie de la communauté citoyenne qui affiche désormais son soutien à la magistrature. D'une part, il y a un déplacement de légitimité de la classe politique à la magistrature qui conditionne les rapports de force au point de devenir une clé de lecture pour les décennies suivantes. D'autre part, le mouvement antimafia civil se caractérise d'emblée par son opposition aux représentants politiques et par son soutien affiché à la magistrature, qui devient même un de ses fondements identitaires. Cela montre également combien la singularité du mouvement antimafia – déjà soulignée par Nando dalla Chiesa dans les années 1980<sup>58</sup> – est d'être à la fois pro et anti-système : fondamentalement attaché aux institutions, mais animé par la volonté de chasser du système les "pouvoirs criminels"<sup>59</sup> qui renforcent l'emprise de la mafia.

### ***2.3 De l'indignation à la colère : durcissement de la contestation et de la mobilisation***

Dans ce contexte, le massacre de via d'Amelio est perçu comme le coup de grâce infligé à l'antimafia mais aussi à la ville et à ses habitants. La situation s'aggrave et l'État est jugé définitivement incapable d'assurer la sécurité de ses fonctionnaires et de ses citoyens. Pour Santino, la mort de Borsellino est "*uno dei momenti più attivi e generosi nella nuova fase del movimento*".<sup>60</sup> Un certain Bebo, membre du *Comitato dei lenzuoli*, raconte ainsi le tournant que représente l'assassinat de Borsellino dans le renforcement du mouvement antimafia :

"Sgomento, terribile crisi e senso di impotenza che mi pervadono dalle 18 del 19 luglio mi schiacciano fino a martedì 21, giorno dei funerali degli agenti in cattedrale. Là succederà una cosa straordinaria. Passano in un momento sgomento, crisi e senso d'impotenza. La percezione è che qualcosa di veramente nuovo stia accadendo. Mi rendo conto, guardando e partecipando con la gente che giunge numerosissima malgrado i tentativi istituzionali di

<sup>58</sup> Voir Nando dalla Chiesa, *Gli studenti contro la mafia. Note (di merito) per un movimento*, in "Quaderni piacentini", n°11, 1983, p. 58.

<sup>59</sup> Umberto Santino, *Storia del movimento antimafia*, op. cit., p. 20.

<sup>60</sup> *Ibidem*.

depistaggio, che c'è un salto di qualità nella testa di tutti : dalla indignazione vigilante del dopo Falcone si passa alla rabbia resistente e militante del dopo Borsellino".<sup>61</sup>

En effet, on note une augmentation significative de la mobilisation civile après l'assassinat de Paolo Borsellino ainsi qu'une diversification des actions collectives. Comme dans le *Comitato dei lenzuoli*, les femmes jouent un rôle moteur et se mettent en première ligne, en empruntant de nouvelles formes de mobilisation au répertoire de l'action collective pacifiste. Dès le 20 juillet, une dizaine de femmes installent des tentes et commencent une grève de la faim piazza Castelnovo, face au théâtre Politeama, pour demander la démission des autorités locales (préfet, procureur de Palerme, chef de la police, du gouvernement régional et du conseil municipal). En quelques jours, elles sont près de 400.<sup>62</sup> Angela Lanza explique qu'il s'agit d'une manifestation de soutien aux substituts du procureur qui ont démissionné après via d'Amelio et justifie ainsi le choix de la grève contre la faim :

“Noi cominciammo in undici l'occupazione della piazza più centrale della città : per non essere cancellate, come voci discordi dalle commemorazioni obsolete delle istituzioni, pretendemmo una grande visibilità. In piazza Castelnovo abbiamo vissuto notte e giorno per un mese. Ci siamo appese addosso un cartoncino giallo con scritto : *Ho fame di giustizia, digiuno contro la mafia*. Con la nostra azione abbiamo costruito un forte valore simbolico di riferimento e, anche se ognuna metteva l'accento su significati differenti che poteva avere, ci siamo ritrovate tutte concordi nell'affermare che il nostro corpo, per generare vita, doveva abolire il nutrimento “di morte” offerto dalla mafia e dai suoi protettori politici”.<sup>63</sup>

Par cette initiative, les femmes veulent avant tout se positionner en dehors du cadre commémoratif officiel, jugé “obsolète”. Cela implique donc une nouvelle forme d'action collective qui permet d'une part de se réappropriier l'espace public – en

<sup>61</sup> Roberto Alajmo, *Un lenzuolo contro la mafia*, op. cit., p. 76.

<sup>62</sup> Voir Ruggero Farkas, *Niente gente sgradita in chiesa*, in “L'Unità”, 24 juillet 1992, p. 5.

<sup>63</sup> Angela Lanza (dir.), *Ho fame di giustizia. La rivolta delle donne a Palermo contro la mafia*, Palermo, Navarra Editore, 2011, pp. 7-8. Cet ouvrage retrace, jour après jour, le mois d'occupation de piazza Castelnovo par ce collectif de femmes.

s'opposant ainsi au contrôle du territoire exercé par la mafia – et d'autre part d'afficher une prise de position publique contre la mafia. Les pancartes, comme les draps aux balcons, sont un support public contenant des revendications éminemment politiques. Bien qu'Angela Lanza souligne le caractère hétérogène du mouvement, la féminité<sup>64</sup> est néanmoins un élément central. Le corps féminin, par sa capacité à donner la vie, devient un moyen de lutte symbolique pour dénoncer et rejeter la subculture mafieuse, la violence ainsi que les collusions politico-mafieuses. Sous la pression, le préfet est limogé et le procureur Giammanco est muté. D'autres initiatives viennent s'ajouter à celles-ci, comme des *sit-in*, des marches aux flambeaux, des manifestations hors de Sicile ou encore une grève générale. La mobilisation collective qui suit les assassinats de Falcone et Borsellino est donc une "*vera rivoluzione*",<sup>65</sup> pour reprendre les mots de Francesco La Licata, car il s'agit d'une prise de position publique de beaucoup de Palermitains qui va l'encontre de la subculture d'omerta. De plus, ces initiatives se trouvant au croisement des répertoires d'action collective hérités des années 1968 et du mouvement pacifiste, elles apportent un nouveau souffle au mouvement antimafia qui s'étend en dehors des deux secteurs traditionnels que nous avons évoqués initialement. On voit donc naître, à travers le *Cartello* ou le collectif *Palermo anno uno* (formé à l'occasion des commémorations du premier anniversaire des assassinats de Falcone et Borsellino), une nouvelle forme de mobilisation civile caractérisée par la formation d'un réseau associatif hétéroclite – Ginsborg parle d'"*alleanza arcobaleno*"<sup>66</sup> – et majoritairement apolitique. Ce nouveau modèle de mobilisation devient ensuite la marque de fabrique du mouvement antimafia civil, qui va se structurer autour de *Libera* dans la deuxième moitié des années 1990.

---

<sup>64</sup> Nando dalla Chiesa parle d'une "*femminilità dell'antimafia*" car "*sono state proprio le donne a promuovere iniziative da cui ha avuto inizio il contrasto a forme locali e nazionali di criminalità organizzata*" dès 1980 avec la création des premières fondations consacrées aux victimes de la mafia et l'*Associazione delle donne siciliane contro la mafia*, promue par Giovanna Giaconia (veuve du juge Cesare Terranova), Caterina Mancuso (veuve de Lenin Mancuso, chauffeur du juge Terranova) et Rita Bartoli (veuve du procureur Gaetano Costa). Voir Nando dalla Chiesa, *La scelta Libera. Giovani nel movimento antimafia*, Torino, Edizioni Gruppo Abele, 2014, p. 128.

<sup>65</sup> Entretien avec Francesco La Licata réalisé le 6 juillet 2011 à Rome.

<sup>66</sup> Paul Ginsborg, *L'Italia del tempo presente*, *op. cit.*, p. 491.

### 3. Falcone et Borsellino : emblèmes d'un nouveau modèle éthique

#### 3.1 Une médiatisation qui inscrit l'antimafia dans la tradition patriotique

Enfin, il est important de souligner que toutes ces initiatives sont fortement médiatisées par la presse de tout bord, y compris dans le *Popolo*<sup>67</sup> et le *Giornale di Sicilia*, habituellement peu enclins à relayer les initiatives antimafia. Tous les quotidiens étudiés<sup>68</sup> donnent une grande place à la mobilisation civile qui fait suite au massacre de via d'Amelio et on peut donc supposer que cette médiatisation donne une dimension nationale à la mobilisation antimafia, favorisant ainsi une mobilisation nationale. Au lendemain de l'attentat, le *Corriere della Sera* fait état de deux manifestations regroupant quelques centaines de personnes à Catane et à Trapani le soir de l'attentat.<sup>69</sup> Les jours suivants, comme après le massacre de Capaci,<sup>70</sup> *L'Unità* insiste sur la dimension nationale que prend la mobilisation en consacrant une large place aux initiatives civiles qui se développent sur le continent.<sup>71</sup> De même, le *Popolo* liste les manifestations nationales<sup>72</sup> et le *Tempo* s'attarde sur la mobilisation civile en Lombardie,<sup>73</sup> à Rome<sup>74</sup> et en Calabre.<sup>75</sup> Toutefois, sans surprise, c'est au niveau local que la médiatisation est la plus importante. *L'Ora* ayant cessé de paraître début mai 1992, le *Giornale di Sicilia* dispose désormais d'un monopole sur la Sicile occidentale. Toutefois, malgré sa proximité avec l'élite politico-mafieuse locale, le journal ne peut pas faire abstraction

<sup>67</sup> Le quotidien démocrate-chrétien consacre deux double-pages à la chaîne humaine (voir *Popolo*, 24 juin 1992, pp. 6-7) et à la manifestation nationale du 27 juin (voir *Popolo*, 27 juin 1992, pp. 4-5).

<sup>68</sup> En particulier *Repubblica*, *L'Unità*, *Corriere della Sera*, *Il Popolo*, *La Stampa*, *Il Tempo*, *Il Giornale di Sicilia*, *La Sicilia*.

<sup>69</sup> Enzo Mignosi, *I poliziotti si autoconsegnano e contestano Parisi*, in "Corriere della Sera", 20 juillet 1992, p. 2.

<sup>70</sup> Fabrizio Roncone, *L'Italia che non si arrende*, in "L'Unità", 28 mai 1992, p. 5.

<sup>71</sup> Adriana Terzo, *Rai e Fininvest, silenzio per lutto*, in "L'Unità", 21 juillet 1992, p. 12 & Monica Ricci-Sargentini, *Ore 11, tutta l'Italia si ferma*, in "L'Unità", 22 juillet 1992, p. 7.

<sup>72</sup> *Solidarietà e partecipazione* in "Il Popolo", 22 juillet 1992, p. 4.

<sup>73</sup> Riccardo Scarpa, *La rabbia anche contro Scalfaro*, in "Il Tempo", 22 juillet 1992, p. 3.

<sup>74</sup> Massimo Giraldi, *Una fioccolata contro la mafia*, in "Il Tempo", 21 juillet 1992, p. I (1) (édition romaine).

<sup>75</sup> Oreste Lo Pomo, *Anche a Reggio Calabria la gente in piazza a reagire contro la violenza mafiosa*, in "Il Tempo", 22 juillet 1992, p. 4.

de la mobilisation civile. Si le ton est toujours polissé, les articles sur les initiatives antimafia sont désormais classés dans la rubrique “Chroniques italiennes”, donnant ainsi une dimension nationale à la protestation, tandis qu’au moment du maxi-procès, quand le *Giornale di Sicilia* était le porte-étendard du *garantismo*, les articles sur la mobilisation civile étaient rassemblés dans une rubrique intitulée “mafia et antimafia”, un titre qui entretenait le flou et mettait sur un même pied d’égalité la mafia et ses opposants. Les assassinats de Falcone et Borsellino sont donc des temps forts qui marquent un tournant dans le traitement médiatique des violences mafieuses et des manifestations civiles dans la presse locale. Sans pour autant devenir un bastion de l’antimafia, le *Giornale di Sicilia* montre l’ampleur de la mobilisation civile par l’utilisation qu’il fait de la photographie.<sup>76</sup> En effet, les slogans omniprésents sur les pancartes et les draps incarnent la colère des Palermitains<sup>77</sup> et leur médiatisation renforce certainement le mouvement. Enfin, la presse véhicule une rhétorique de résistance et inscrit ainsi la mobilisation contre la mafia dans une tradition patriotique. Au niveau local, le *Giornale di Sicilia* publie sur une pleine page “*l’appello ai Siciliani*” lancé par le gouvernement régional le 21 juillet 1992.<sup>78</sup> Il s’agit du premier appel à une “véritable résistance” qui doit impliquer chaque citoyen pour devenir un “*Risorgimento sicilien*” :

“La resistenza alla mafia, più che un dovere, è un diritto di vita. Non più eroi – poveri, carissimi, indimenticabili eroi morti – ma un popolo che prepari la sua grande fuga da una schiavitù ingiusta e umiliante. Un intero popolo che sa risorgere alla vita civile”.<sup>79</sup>

L’appel de Scalfaro au CSM, fortement médiatisé par tous les quotidiens nationaux, fait donc écho, en Sicile, à l’appel lancé par la Région qui, pour la première fois, prend position publiquement pour encourager la population à se mobiliser. De plus, l’omniprésence du mot guerre dans les analyses journalistiques et politiques induit

<sup>76</sup> Voir *Scioperi della fame e occupazioni. Così l’antimafia scende per strada*, in “Giornale di Sicilia”, 23 juillet 1992, p. 8.

<sup>77</sup> *Palermo si stringe attorno a Borsellino* in “Giornale di Sicilia”, 21 juillet 1992, p. 12; *Dopo un inverno di morte ci sarà una primavera di giustizia*, in *Ibid.*, p. 13; *Palermo odia questo potere*, in *Ibid.*, 23 juillet 1992, p. 8; *Resistenza contro la mafia*, in *Ibid.*, 25 juillet 1992, p. 7.

<sup>78</sup> *Appello ai siciliani*, in “Giornale di Sicilia”, 21 juillet 1992, p. 14.

<sup>79</sup> *Ibidem*.

un parallèle avec la guerre civile de 1943-1945, renforcé par les appels à créer un "Comitato di resistenza".<sup>80</sup> La référence aux heures sombres mais glorieuses de l'histoire italienne a pour but de mobiliser la population pour la rendre actrice de son propre destin. La Sicile n'a pas été concernée par la guerre civile donc les journalistes recourent à une référence historique sicilienne prestigieuse. Le *Corriere della Sera* décrit les initiatives antimafia civiles comme les "nuovi Vespri, di rabbia e speranza",<sup>81</sup> détournant le nom de l'opération militaire "Vêpres siciliennes" lancée par le gouvernement. La référence aux Vêpres est particulièrement habile puisqu'elle active un imaginaire de résistance à l'occupant qui parle aux Siciliens et évoque un passé glorieux dont ils ont été protagonistes. Ainsi, par les références historiques utilisées, les discours officiels et la presse inscrivent la mobilisation antimafia dans la tradition patriotique, conférant de fait aux victimes le rang de héros nationaux qui incarnent l'idéal républicain. Cette rhétorique patriotique va devenir une des caractéristiques du discours commémoratif antimafia et des représentations des figures de la lutte contre la mafia.

### 3.2 Le prestige de la magistrature

Afin de comprendre la nature de ce processus de nationalisation, il est nécessaire de revenir sur la perte de crédibilité de la classe politique italienne car elle est liée, par un système de vases communicants, à l'augmentation du prestige de la magistrature. Toutefois, l'opération "Mani Pulite" ne saurait suffire à expliquer ce phénomène qui, selon Alessandro Silj, commence en réalité dans les années 1970 et se renforce au cours des années 1980 :

"Parallelamente alla caduta di credibilità dei partiti si è verificata, nell'arco

---

<sup>80</sup> "Abbiamo un sogno, in molti: fondare un Comitato di liberazione della Sicilia in cui stiano Pds, Rete, Rifondazione, Verdi, cattolici democratici socialisti stanchi del craxismo e dei voti di Gunnella: un Cln in cui operino diverse tendenze e filoni culturali e politici, capaci per\*\*o di essere la potenza della gente semplice contro la potenza della mafia, del tritolo e del sopruso. Capace di conquistare il territorio, di liberare, anche con l'obiezione delle coscienze, piazze e quartieri, di dichiararli liberi dalla mafia, di farsi Stato - nuovo Stato - contro la dittatura della prepotenza. È giunto il momento di costruire nella realtà questo nostro sogno": Pietro Folena, *Il fronte antimafioso dia il segnale. Creiamo un Comitato di Liberazione*, in "L'Unità", 22 juillet 1992, p. 2.

<sup>81</sup> Felice Cavallaro, *Nuovi Vespri, di rabbia e speranza*, in "Corriere della Sera", 23 juillet 1992, p. 5.



degli ultimi dieci anni<sup>82</sup>, una crescita della presenza della magistratura nella vita del paese. Già negli anni settanta, la magistratura, nella lotta contro il terrorismo, si era acquistata grandi meriti, e molti dei suoi uomini migliori avevano pagato con la vita. Ma non era sola e lo stato non era latitante : contro il terrorismo ci fu una mobilitazione nazionale che coinvolse anche partiti politici e governo, seppure in maniera discontinua e non senza ombre. Ma negli ultimi anni ottanta, contro la mafia, la magistratura è molto più sola, e assume di fatto un ruolo di supplenza dello stato. [...] E naturalmente, la magistratura sarà ancora più sola, dietro la facciata degli elogi e degli incoraggiamenti, nella lotta contro la corruzione di "Tangentopoli". Di qui un ulteriore rafforzamento del suo ruolo di supplenza. D'altronde, non poteva essere altrimenti, poiché la latitanza di settori dello stato, e di settori dei partiti in particolare, è una conseguenza della loro complicità nei reati indagati".<sup>83</sup>

Ainsi, face à un "État agonisant"<sup>84</sup> qui croule sous les affaires, la magistrature apparaît comme l'incarnation de la légalité. L'image très négative d'un État corrompu augmente donc le prestige de la magistrature qui devient alors la seule institution apte à défendre les valeurs de transparence et de légalité revendiquées par une grande partie de la société. On note donc un transfert de légitimité entre la classe politique et la magistrature. Pour reprendre les mots d'Antoine Vauchez, "la justice s'impose comme une institution "à part" dans l'État, porte-parole de la "demande de légalité" portée par la société civile". Les magistrats, mais aussi les professeurs et les technocrates, sont plébiscités car compétents et en dehors du jeu partisan au point de devenir les "nouveaux "représentants" de la société civile au cœur de l'État"<sup>85</sup> et leur présence dans le jeu politique est une caractéristique de la période de transition qui s'ouvre à partir du gouvernement Amato. C'est donc dans

---

<sup>82</sup> Silj écrit au début des années 1990, il fait donc référence aux années 1980.

<sup>83</sup> Alessandro Silj, *Malpaese. Criminalità, corruzione e politica nell'Italia della prima Repubblica*, Milano, Donzelli, 1994, p. 434.

<sup>84</sup> Enzo Biagi, *Né chiacchiere, né bandiere*, in "Corriere della Sera", 21 juillet 1992, p. 1.

<sup>85</sup> Antoine Vauchez, *Entre État et société civile: justice, administration et politique* in Marc Lazar (dir.), *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*, Paris, Fayard, 2009, pp. 84-85.

ce contexte qu'il faut lire les assassinats de Falcone et Borsellino qui sont perçus de manière unanime comme une atteinte à la démocratie et donc aux fondements de la république. La question mafieuse prend donc une dimension nationale qui se répercute nécessairement sur les victimes de cette violence. De surcroît, l'illégalité diffuse érige les deux magistrats en modèle de vertu qui deviennent, au fil du temps, des "symboles nationaux de résistance à l'illégalité",<sup>86</sup> à tel point qu'au début des années 2000, leur image est utilisée comme un slogan dans les manifestations contre le gouvernement Berlusconi à Rome et à Milan.

### **3.3 L'incarnation d'un nouvel idéal**

Après l'assassinat de Giovanni Falcone, des dissensions apparaissent au sein de la magistrature. Cependant, il n'y a pas de révolte comme pour les policiers d'escorte car les rangs se resserrent autour de Borsellino qui incarne la légitimité de l'État et un État fort, intransigeant contre la mafia. Lorsqu'il se rend à Marsala le 4 juillet 1992 pour saluer ses anciens collaborateurs, ses substituts lui écrivent une lettre qu'il fait encadrer dans son bureau :

"La morte di Giovanni e di Francesca è stata per tutti noi un po' la morte dello Stato in questa Sicilia. Le polemiche, i dissidi, le contraddizioni che c'erano prima di questo tragico evento e che, immancabilmente, si sono ripetute dopo, ci fanno pensare troppo spesso che non ce la faremo, che lo Stato in Sicilia è contro lo Stato e che non puoi fidarti di nessuno. Qui il tuo compito personale, ma sai bene che non abbiamo molti altri interlocutori : sii la nostra fiducia nello Stato".<sup>87</sup>

Cette lettre laisse transparaître le découragement des magistrats et leur sentiment de défiance envers l'État. Seul Borsellino semble pouvoir combler ce déficit de crédibilité, il incarne non seulement les valeurs de l'État mais surtout l'autorité morale qui manque au pays. La magistrature fait donc figure de modèle d'intégrité par rapport à la classe politique. Ainsi, lors des funérailles de Borsellino, c'est le

<sup>86</sup> Maria Lombardo, *Roberto Andò*, in "La pensée de midi", 2002/2, n°8, p. 86.

<sup>87</sup> Umberto Lucentini, *Paolo Borsellino*, *op. cit.*, p. 279.

discours d'Antonino Caponnetto qui marque les esprits. La petite prière de Scalfaro est totalement évincée par la "prière laïque" du magistrat :

"Paolo è morto per lo Stato nel quale credeva. Ora, questo stesso Stato che lui ha servito fino all'estremo sacrificio deve realmente dimostrare d'esser presente. [...] Presidente, dovranno essere uomini credibili e onesti, dai politici ai magistrati, a gestire questa fase necessaria di rinascita morale".<sup>88</sup>

Investi d'une crédibilité accrue, Caponnetto est le seul à pouvoir parler de l'héritage moral laissé par Falcone e Borsellino. Ce faisant, il récupère leur prestige, leur légitimité et s'en sert pour interpeler à la classe politique dans son ensemble, en s'adressant au chef de l'État. Le transfert de légitimité confère donc au magistrat le statut d'autorité morale et son discours a donc un écho particulier :

"Un magistrato in pensione che parla con i toni dello statista. Un capo dello Stato affranto, che si limita a una breve preghiera, come la reciterebbe un parroco. Un prete che si lancia in una predica dagli accenti durissimi, in cui trovi quel tipo di pedagogia religiosa che competerebbe al magistero di un vescovo. Dietro a tutti, un ex presidente della Repubblica che sceglie di mescolarsi alla gente comune, disertando il recinto delle autorità. E la gente comune che riconosce d'istinto le gerarchie capovolte, e dosa dunque gli applausi in un ordine inaspettato".<sup>89</sup>

Le renversement des hiérarchies, basé sur la récupération d'un capital de légitimité, permet à la magistrature de se substituer au politique pour porter un discours moral fédérateur qui répond aux attentes de la population mobilisée contre la mafia. La magistrature entre ainsi en concurrence avec le pouvoir politique créant une dichotomie qui va caractériser toute la seconde République. Sous l'impulsion de Silvio Berlusconi et dans la lignée des critiques déjà émises par Bettino Craxi au moment de *Tangentopoli*, le monde politique va tenter de reprendre sa place en stigmatisant les magistrats et en leur faisant des procès d'intention politique dans le

---

<sup>88</sup> Marzio Breda, *Addio Paolo, non è tutto finito*, in "Corriere della Sera", 25 juillet 1992 p. 2.

<sup>89</sup> *Ibidem*.

but de délégitimer leur action. Enfin, force est de constater que vingt ans plus tard, la classe politique ne semble pas avoir récupéré la crédibilité qui lui manquait en 1992 et en 2013, Agnese Borsellino lance un appel aux hommes politiques qui fait écho à celui de Caponnetto :

“Riacquistate credibilità, sforzatevi di far nascere soprattutto nelle nuove generazioni la fiducia e l’entusiasmo per la vita politica nella sua accezione più nobile, e soprattutto adoperatevi perché rinasca nei giovani l’amore della patria affinché essa non abbia più bisogno di eroi per redimersi”.<sup>90</sup>

Les assassinats de Falcone et Borsellino marquent indiscutablement un tournant dans l’histoire de l’Italie contemporaine à plusieurs niveaux et sont vécus comme des traumatismes par une partie de la société qui réagit en s’engageant. Ce choc moral induit une “discontinuité historique” dans les rapports entre une partie de la société civile, ses représentants politiques et les magistrats, provoquant une mobilisation civile inédite qui érige les magistrats assassinés en symbole de légalité. En effet, la rupture qui se vérifie en 1992, dans un climat de contestation exacerbée de la classe politique dans son ensemble suite au scandale déclenché par l’opération “*Mani Pulite*”, révéla une dégradation significative des rapports entre une frange des représentants politiques, de la société, de la magistrature et des forces de l’ordre. De plus, la succession des deux attentats touchant des magistrats, une profession largement encensée dans la presse dans les mois précédents, fait exploser la contestation civile et provoque une rupture dans le rapport entre une large partie de la société et la classe politique, perçue comme inerte, corrompue et donc incapable d’incarner les valeurs qui ont guidé l’engagement des victimes. Cette rupture accentue encore un peu plus la mutation des équilibres entre la classe politique et la magistrature. En assurant le rôle de suppléante de l’État, elle devient la nouvelle référence morale des citoyens en mal de légalité et les magistrats assassinés deviennent des symboles car ils incarnent la légalité. Le mouvement antimafia civil naît justement de cette rupture avec les représentants politiques, qui sont – du moins initialement – tous mis dans le même sac, et se construit en faisant

---

<sup>90</sup> Agnese Borsellino, *Ti racconterò tutte le storie che potrò*, Milano, Feltrinelli, 2013, p. 172.

du soutien à la magistrature, et donc de la défense de la légalité, son ferment identitaire. Enfin, l'effervescence de la mobilisation civile provoque l'éclosion de nouveaux groupes de militants antimafia et entraîne une grande diversification des formes de mobilisation collective qui dénote le besoin d'une frange de citoyens de s'engager personnellement dans la lutte contre la mafia. L'importance de la mobilisation civile qui fait suite à ces événements traumatiques est donc un signe tangible de cette "discontinuité historique" car elle marque la naissance d'un mouvement antimafia civil, qui se construit en dehors du politique, témoignant ainsi de l'institution d'un rapport concurrentiel concernant l'appropriation de la mémoire des victimes.